

## POPULISME, PROPAGANDE ET POLITIQUE : LES RÉSEAUX SOCIAUX AU CŒUR DE LA STRATÉGIE ÉLECTORALE DE NARENDRA MODI

Maya Mirchandani

La Découverte | « Hérodote »

2020/2 N° 177-178 | pages 59 à 76

ISSN 0338-487X

ISBN 9782348060250

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-herodote-2020-2-page-59.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Populisme, propagande et politique : les réseaux sociaux au cœur de la stratégie électorale de Narendra Modi

Maya Mirchandani<sup>1</sup>

Fin décembre 2019, alors que l'on entre dans la dernière année d'une décennie turbulente, le gouvernement indien du Premier ministre Narendra Modi et le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata (BJP) annoncent une campagne médiatique de très grande ampleur<sup>2</sup>. Cette vaste campagne « informationnelle » a pour but de contrer les manifestations qui se sont propagées sur l'ensemble du territoire en réponse aux modifications de la législation sur la citoyenneté indienne, perçues par ses détracteurs comme une attaque contre la Constitution et les valeurs laïques du pays. Cette campagne médiatique passe à la fois par la presse populaire traditionnelle, la radiodiffusion et des réseaux sociaux aujourd'hui omniprésents. Le Premier ministre utilise ainsi Twitter, sa plateforme favorite, pour s'adresser au public indien<sup>3</sup> et lui assurer que l'amendement à la loi sur la citoyenneté (AAC)<sup>4</sup>, qui rend le droit d'asile et la naturalisation plus facilement accessibles aux réfugiés non musulmans du Bangladesh, du Pakistan et de l'Afghanistan, n'est une menace ni pour la structure laïque de l'Inde en général, ni pour les musulmans indiens

---

1. L'auteure est une journaliste radiotélévisée forte d'une longue expérience portant sur la politique étrangère indienne, en particulier en Asie du Sud, et sur les conflits identitaires. Elle enseigne l'étude des médias à l'université d'Ashoka et est chercheuse à l'Observer Research Foundation où elle étudie l'intersection entre discours haineux, mésinformation, populisme et extrémisme violent.

2. « CAA: BJP plans awareness blitz », *The Hindu*, 21 décembre 2019.

3. Narendra Modi, message Twitter, 16 décembre 2019, 14h04.

4. Amendement à la Loi sur la citoyenneté, 2019.

en particulier. Le BJP annonce par la suite une série de conférences de presse, de réunions publiques, et la sortie d'une vidéo animée peuplée de personnages manifestement musulmans pour « briser les mythes » autour de cette loi<sup>5</sup>. Cette campagne médiatique, conçue pour une propagation rapide, devient virale immédiatement après un discours du Premier ministre Modi lors d'un rassemblement politique dans la capitale nationale, New Delhi, le 22 décembre 2019. Narendra Modi essaie de clarifier la position du gouvernement dans son discours, peut-être après avoir compris que l'opposition à cet amendement est double. Il accuse l'opposition politique de vouloir tromper le public indien, et les centaines de milliers de participants aux manifestations nationales étudiantes d'avoir des motivations « antinationales<sup>6</sup> ».

Pour les opposants à l'AAC, cette réforme – ainsi que le projet de création d'un Registre national des citoyens (RNC) – risque de mettre en danger ceux qui ne peuvent prouver leur citoyenneté, d'autant plus que la population indienne est faiblement alphabétisée, peu informée, et que l'absence de documents officiels pour les naissances, mariages, décès et autres événements de la vie y est généralisée. Il est vrai que la nouvelle législation offre une chance d'obtenir la nationalité aux hindous, chrétiens, jaïns, sikhs, parsis et aux bouddhistes en déshérence, mais le futur des musulmans est bien plus incertain. Les États d'Assam, dans le Nord-Est, et de Karnataka, dans le Sud, ont déjà construit des « centres de détention » pour accueillir ceux qui ne peuvent fournir les documents officiels requis. L'Assam, État pour lequel le RNC a été conçu originellement<sup>7</sup>, fournit déjà son lot

5. BJP, message Twitter, 22 décembre 2019, 21 h 22.

6. « “Urban naxals, cong lying on detention centres for Muslims” : PM Modi on CAA », *Hindustan Times*, 22 décembre 2019.

7. La mise à jour d'un Registre national des citoyens a débuté dans l'État d'Assam, dans le nord-est du pays, suite à l'accord Assam signé en 1985 entre le gouvernement de Rajiv Gandhi et l'Union étudiante du Tout-Assam. Cette dernière a mené une campagne « anti-étrangers » dès 1979 et obtenu dans les accords la détection obligatoire et le retrait des listes électorales de tout immigrant résidant illégalement dans l'État (y compris les Bangladais qui avaient traversé la frontière après le 24 mars 1971). Cette controverse violente portant sur l'identité et la citoyenneté a émergé durant l'Agitation Assam, et des chiffres non officiels avançaient plus de 3 000 Bengalis tués durant le seul massacre de Nellie (18 février 1983). L'Agitation a atteint son paroxysme après l'inscription d'« immigrants illégaux » sur les listes électorales pour les régionales de 1983, suite à la décision de la Première ministre Indira Gandhi d'accorder le droit de vote à 4 millions d'immigrants bangladais. Ces immigrants étaient le plus souvent hindous et avaient fui vers l'Inde après la Partition de 1947. Le Bangladesh, alors région du Pakistan, n'a obtenu son indépendance qu'en 1971, avec l'aide de l'Inde. Comme la plupart des immigrants, légaux et illégaux, arrivés après 1971 étaient musulmans, la demande de complétion du RNC s'accorde aujourd'hui avec la politique de plus en plus antimusulmane du BJP. La Cour suprême d'Inde a finalement ordonné la finalisation du programme dans l'Assam et, alors que l'exercice touchait à sa fin en août 2019, près de 1,9 million de personnes n'étaient pas en mesure de prouver leur citoyenneté.

d'histoires déchirantes d'individus prisonniers de ces centres, y compris d'officiers à la retraite et décorés mais laissés à l'écart des registres faute de posséder les papiers officiels nécessaires. On peut citer l'exemple de Subedar Sanaullah Khan, qui a servi fidèlement dans l'armée pendant trente ans, mais s'est retrouvé emprisonné pendant un mois dans le centre de détention de Goalpara en mai 2019 avant d'être libéré, sous caution, par la Haute Cour de justice de Guwahati<sup>8</sup>. Malgré tout, et devant une foule présente à Ramlila Maidan – le lieu de rassemblement politique le plus emblématique de New Delhi –, le Premier ministre présente l'AAC comme une réforme humaine et nécessaire pour donner un statut aux nombreuses minorités persécutées dans les pays voisins et déjà réfugiées en Inde. Il affirme par ailleurs que le gouvernement n'a jamais construit de centres de détention pour accueillir ceux qui ne peuvent prouver leur citoyenneté – pour quelque raison que ce soit – et qu'il n'en a jamais eu l'intention<sup>9</sup>.

Ces deux stratégies du Premier ministre et des fonctionnaires du parti sur le débat AAC-RNC, l'une offensive et l'autre défensive, mettent en exergue les tactiques dominantes des services de communication du parti : (a) décontextualiser les faits pour discréditer les opposants et (b) s'assurer de la viralité d'une rhétorique incendiaire en offrant des arguments rédigés expressément pour la manchette des journaux et dont les enregistrements vidéo peuvent être efficacement découpés et facilement partagés. Ce style de politique du « sifflet à chien<sup>10</sup> », qui dilue le suprématisme hindou cher au BJP dans un langage prétendument neutre, est un élément clé de la machine communicationnelle du gouvernement Modi. La cellule informatique (IT) du parti est dirigée par un homme qui *trolle*<sup>11</sup> très souvent les critiques du BJP, peu importe leur stature, pour collecter des soutiens<sup>12</sup>. À sa charge de diffuser chaque jour le message du parti et de s'assurer de sa prépondérance en noyant les voix dissidentes et critiques qui cherchent à contextualiser l'action

8. « Retired army officer who was declared illegal immigrant and detained in Assam gets bail », *India Today*, 7 juin 2019 ; Rahul Karmakar, « Hell, not detention centre: Assam "Foreigner" after PM remark », *The Hindu*, 23 décembre 2019.

9. Anindita Sanyal, « "No detention centre, no talk of NRC...": PM's claim raises questions », *NDTV*, 22 décembre 2019.

10. La politique « du sifflet à chien » (*dog-whistle politics*) peut être définie, suivant le dictionnaire Cambridge, comme « un message politique conçu pour être compris d'un groupe en particulier, s'il contient un sentiment raciste ou haineux notamment, sans pour autant exprimer ce sentiment ouvertement » [N.d.T].

11. De l'anglais *troll*, que Merriam Webster définit comme l'action de « contrarier [quelqu'un] en publiant volontairement des commentaires incendiaires, hors de propos, offensants, ou tout autre message perturbateur » [N.d.T].

12. « Deplorable: editors guild slams Malviya's Twitter poll on Rajdeep », *The Quint*, 27 décembre 2019.

gouvernementale. La stratégie s'appuie sur diverses méthodes : mettre à jour systématiquement et méticuleusement une collection de discours fiévreux et de slogans accrocheurs, qualifier les critiques du gouvernement d'antinationaux, de sympathisants terroristes ou de naxalites urbains, et entretenir un amalgame permanent entre chef politique, gouvernement et nation aux yeux du public. Ces méthodes n'ont qu'une seule finalité : influencer l'électorat jour après jour. Pour une nation relativement jeune et dépendante des smartphones, où la communication numérique est de plus en plus facile et rentable, l'utilisation des réseaux sociaux par les partis politiques est devenue un outil essentiel de propagande. L'Inde n'est ici pas différente du reste du monde, mais le BJP est un maître en la matière.

### **Communication sur les réseaux sociaux, viralité, et propagande en ligne**

Le nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux s'est accru de manière exponentielle en Inde durant la dernière décennie, et l'utilisation de ces réseaux par le BJP a été perfectionnée au fur et à mesure de cette évolution. Aujourd'hui, environ 400 millions d'Indiens ont un compte Facebook et 200 millions utilisent WhatsApp. Le Centre d'étude des sociétés en développement (CSDS), basé à Delhi, a analysé l'utilisation de cinq grandes plateformes entre 2014 et 2019<sup>13</sup> et montré que 34 % des électeurs indiens utilisent les réseaux sociaux activement, notamment dans les villes<sup>14</sup>. Dernièrement, une plateforme chinoise de partage de vidéos, TikTok, s'est déployée en Inde, et le Premier ministre Narendra Modi – fin connaisseur des réseaux sociaux – y a ouvert un compte, malgré les inquiétudes que l'utilisation et l'expansion de cette plateforme suscitent en tant que vecteur de surveillance chinoise.

Avec un accès facile à un smartphone, des données mobiles abordables et, surtout, chiffrées, WhatsApp est devenue la plateforme de prédilection des Indiens. L'étude du CSDS montre d'ailleurs qu'elle a plus d'utilisateurs quotidiens que Facebook, avec pourtant deux fois moins de comptes actifs. Souvent, la source originelle d'un message se perd dans le flux constant de communications et de contenus partagés, rendant pratiquement impossible d'en vérifier la véracité (WhatsApp a depuis limité le partage simultané de contenus pour lutter contre la désinformation<sup>15</sup>). Juste après WhatsApp, on trouve la plateforme de

13. Les cinq plateformes sont Facebook, Twitter, WhatsApp, Instagram et YouTube. Voir « Social media and political behaviour », Lokniti - Centre for the Study of Developing Societies (CSDS), 2019, en ligne.

14. *Ibid.*

15. La plateforme de messagerie instantanée WhatsApp a limité les transferts de messages à seulement cinq personnes à la fois, et elle utilise une flèche pour indiquer au récepteur que

vidéos YouTube, utilisée régulièrement par 25 % de la population en âge de voter, principalement pour du divertissement. Toutefois, durant les semaines suivant les frappes de l'aviation indienne à Balakot, au Pakistan (en représailles du soutien pakistanais aux terroristes responsables de l'attaque de Pulwama au Cachemire en février 2019), des vidéos célébrant cette décision militaire audacieuse du gouvernement Modi contre le Pakistan ont abondamment circulé sur la plateforme<sup>16</sup>. Twitter, en comparaison, n'affiche que huit millions d'utilisateurs quotidiens en Inde, ce qui ne l'empêche pas de jouer un rôle important car bon nombre de leaders internationaux, célébrités, journalistes de renom, entrepreneurs et politiciens l'utilisent, chacun communiquant directement avec les autres ainsi qu'avec son audience propre et ses abonnés. Les messages qu'ils publient sont une source essentielle de citations pour les journalistes. Cette combinaison de facteurs donne une importance démesurée à la plateforme. Si le BJP dominait le paysage politique sur les réseaux sociaux en 2014, d'autres partis et chefs politiques ont essayé de rattraper leur retard depuis. Lors des élections législatives de 2019, tous les partis politiques avaient une présence numérique, éliminant bien souvent le recours aux médias traditionnels pour faire le lien entre le public et la classe politique. Ces partis luttent désormais pour maintenir leurs hashtags suffisamment longtemps dans les « tendances » afin qu'ils soient repris par les émissions traditionnelles d'information en première partie de soirée. Ainsi, si les réseaux sociaux ont une portée et une influence limitées sur l'électorat, leur contenu trouve souvent le chemin de la presse populaire et des émissions d'information radiotélévisées.

En amont des élections du printemps 2019, tous les sondages donnaient un avantage notable à la présence numérique du BJP. S'il est difficile de quantifier l'impact de ces chiffres sur les résultats, la victoire massive du BJP montre que la popularité du parti dépasse largement le tiers de la population en âge de voter utilisant les réseaux sociaux quotidiennement. L'enquête du CSDS montre qu'une personne sur quatre seulement publie des contenus politiques sur ces réseaux et

---

l'émetteur n'en est pas la source originale. Cette décision a été prise en juillet 2018, après que le gouvernement indien a demandé à l'entreprise de prendre des mesures pour empêcher la dissémination de désinformation suite à une série de lynchages populaires. Si ces lynchages communautaires ont déjà visé des musulmans et des hindous de castes inférieures à quatre reprises, le gouvernement a décidé de réagir après le lynchage d'un jeune ingénieur en informatique par une foule déchaînée alors qu'il était soupçonné d'être un « tueur d'enfants » – une rumeur qui circulait alors localement *via* la messagerie WhatsApp. L'entreprise a également pris la décision de retirer le bouton de « partage rapide » disponible auparavant pour enrayer la propagation de ce genre de rumeurs.

16. Jawan Music, « घर में घुस के दिया मुंह लोड़ जवाब //Nardev Bainiwal//Sargical Strick-2//Haryanvi Ragni 2019 », YouTube, 26 février 2019; Chhaila Bihari Official, « जोगरि सा रा रा रा (होली के अभनिदन) | सुनील छैला बहिरि | Vidéo HD de Jogira sa ra ra ra », YouTube, 14 mars 2019.

qu'une sur cinq y partage (ou « transfère ») des messages politiques. Ceci dit, la visibilité de la campagne du BJP à travers ses hashtags et sa présence numérique va bien au-delà de ce cadre. Une étude récemment publiée par la revue *Economic and Political Weekly*<sup>17</sup> indique que 228 des 500 politiciens les plus suivis sur les réseaux sociaux en 2019 étaient membres du BJP et que le compte Twitter officiel du parti, @BJP4India, avait publié environ 150 messages par jour durant la campagne électorale. Le principal parti d'opposition, le Congrès national indien, était un lointain second.

La démocratisation des médias et de l'espace informationnel de la démocratie la plus peuplée du monde – grâce à des réseaux sociaux faciles à utiliser, des applications numériques très accessibles et à des contenus et opinions aisément disponibles sur des sites Internet populaires – a fait du numérique le véhicule nécessaire de toute communication et stratégie de promotion, au premier rang desquels on retrouve la propagande politique. Aujourd'hui, les partis politiques indiens promeuvent activement leurs messages sur les réseaux et sont pour ainsi dire en campagne électorale permanente. Dans un pays où le cycle électoral est en mouvement perpétuel grâce à une succession d'élections locales et nationales/fédérales, une propagande électorale numérique agressive est alimentée en permanence sans que soit pris, volontairement ou non, le temps de s'attarder sur la véracité et le contexte de l'information publiée.

En réalité, de nombreux chercheurs s'alarment de la manipulation et de la déformation de l'information (mésinformation ou *fake news*) ainsi que de la création délibérée de contenus falsifiés et présentés comme de l'information (désinformation) durant la campagne de 2019. Dans une étude portant sur 130 profils Facebook publics et 116 groupes politiques publics sur WhatsApp, l'Oxford Internet Institute (OII) a constaté qu'un quart du contenu partagé par le BJP et qu'un cinquième du contenu partagé par le Congrès national indien (INC) étaient tout simplement du maljournalisme (*junk news*)<sup>18</sup>. L'OII définit le maljournalisme (articles, messages, tweets, clips vidéo, clips sonores) comme délibérément trompeur, mensonger, ou comme une information incorrecte et maquillée en information tangible touchant un sujet politique, économique ou culturel. Très souvent, ces contenus sont idéologiquement extrêmes et hyperpartisans. Sur WhatsApp circulent principalement

17. Jovoiet Pal et Anmol Panda, « Twitter in the 2019 Indian general elections: trends of use across States and parties », *Economic and Political Weekly*, 27 décembre 2019.

18. Comme la majorité des cas de mésinformation et de désinformation manipulent des données ou des faits réels, l'OII préfère parler de *junk news* plutôt que de *fake news*. Cette dernière épithète est par ailleurs de plus en plus rejetée dans l'analyse de ces phénomènes en raison de sa surutilisation par des leaders politiques pour discréditer une information sûre mais inamicale à leur encontre.

des vidéos, mais certains messages publiés sur Facebook contiennent des liens vers des articles sensationnalistes, extrémistes ou conspirationnistes.

L'OII estime que ces contenus sont clivants et conspirationnistes (volonté de créer ou d'alimenter des différences religieuses ou culturelles entre la majorité hindoue et la population musulmane minoritaire ; certains contenus caricaturant par ailleurs une opposition idéologique et politique binaire entre des « libéraux de gauche » et des « conservateurs de droite »). D'autres exemples retenus par l'étude incluent des messages nationalistes et pro-armée qui décrivent l'opposition au gouvernement comme « anti-indienne » ou « pro-Pakistan ». Quelle que soit la variable retenue, les contenus BJP dominent numériquement.

### **Politique idéologique, campagnes numériques et schismes culturels et religieux**

Dans la continuité des campagnes électorales précédentes, parfaitement chorégraphiées, le discours du 22 décembre 2019 à Delhi n'a pas pour seul objectif de dissiper les malentendus au sujet de la législation sur la citoyenneté et du Registre national des citoyens. Le Premier ministre a également en tête deux élections régionales majeures, l'une à Delhi justement, et la seconde dans l'État oriental du Bengale-Occidental. Ce sont deux bastions de l'opposition, dirigés par des ministres en chef attaquant régulièrement les réformes du gouvernement national BJP, depuis sa tentative ratée, en 2016, de démonétiser certaines devises pour lutter contre la corruption, jusqu'au changement de statut du Jammu-et-Cachemire décidé sans débat au Parlement et sans l'aval des autorités de cette région disputée. Ces ministres sont aujourd'hui au nombre des opposants aux réformes qui touchent au cœur de l'Inde laïque. Finalement, nous retrouvons un discours nationaliste hindou majoritaire en filigrane de la propagande politique numérique du BJP, et dont la machine politique prospère en manipulant des doléances réelles pour mobiliser l'électorat.

Par exemple, des années de griefs contre une élite politique et économique corrompue et encline à l'évasion fiscale sont utilisées pour justifier une réforme monétaire qui a eu des conséquences négatives en cascade sur l'économie indienne ces trois dernières années. La décision de démonétiser du jour au lendemain de grosses coupures très utilisées, dans une économie principalement monétaire, est présentée comme une « frappe chirurgicale » sur l'élite corrompue. Le parti au pouvoir réussit finalement à dépeindre toute opposition politique à cette réforme comme corrompue et liguée contre le peuple indien. Tirant profit d'un flot ininterrompu de reportages sur les escroqueries et la corruption endémique de l'Alliance



progressive unie menée par le Parti du congrès nationaliste (PCN), le BJP de Modi obtient un soutien populaire de masse en 2014 en promettant un gouvernement honnête et une politique transparente. Puis, une fois que la Banque de réserve de l'Inde parvient à comptabiliser la quasi-totalité de la monnaie en circulation, la réforme est reconditionnée en tentative d'encourager les transactions sans espèces pour rapprocher le pays d'une société « entièrement » numérique – dans un pays de 1,2 milliard d'habitants et dont une partie de la population n'a accès ni à un compte en banque, ni à une carte de crédit, ni à un distributeur de billets. Les effets négatifs de cette « frappe » sur l'économie indienne ont été largement étudiés<sup>19</sup>. Le calendrier de la réforme, quelques mois avant des élections législatives dans l'Uttar Pradesh, le plus grand État du pays, aurait toutefois pu se retourner contre le gouvernement. Mais le BJP remporte une large victoire dans l'assemblée de l'État, aidé par une attaque militaire musclée contre le Pakistan, son positionnement en défenseur de la nation indienne et la rhétorique anti-corruption qui enveloppait la réforme monétaire.

L'expression « frappe chirurgicale » est un emprunt au manuel de l'armée américaine et désigne une attaque rapide, précise et efficace avec peu ou pas de dommages collatéraux. Elle a été largement reprise par la machine de propagande numérique du BJP, si bien qu'elle est aujourd'hui populaire sur les réseaux sociaux, utilisée très librement dans divers contextes et même devenue le titre d'une production Bollywoodienne très populaire<sup>20</sup>. Si la démonétisation a été présentée comme une frappe chirurgicale contre la corruption<sup>21</sup>, l'expression ne prend sur les réseaux sociaux qu'à la suite des frappes chirurgicales, militaires cette fois, de l'armée indienne contre son homologue pakistanaise en 2016, du côté pakistanaise du territoire disputé du Jammu-et-Cachemire divisé par la Ligne de contrôle. Dans le passé, les armées indiennes et pakistanaises ont connu des accrochages fréquents le long de cette frontière mais, cette année-là, le gouvernement BJP exhibe publiquement sa fermeté avec la retransmission en direct d'une conférence de presse du chef de l'armée et une succession de débats et de tables rondes, jour et nuit – faisant d'une attaque militaire prétendument secrète un vecteur de soutien politique. Celle-ci a lieu peu après une attaque terroriste contre un camp militaire indien près du poste-frontière d'Uri, le long de la Ligne de contrôle dans

19. Rajrishi Singhal, « How demonetisation impacted the Indian economy », *LiveMint*, 30 août 2018 ; « Economic slowdown was the biggest negative impact of demonetization: survey », *Business Standard*, 7 novembre 2019.

20. Harish Pullanoor, « 10 iconic terms that defined the Modi era », *Quartz India*, 8 mai 2019.

21. « View: demonetisation was a surgical strike within the borders », *The Economic Times*, 9 novembre 2017.

le Cachemire, en septembre 2016. Le Premier ministre Modi avait alors promis des représailles, pour venger les martyrs indiens attaqués<sup>22</sup>.

Ces attaques alimentent la campagne électorale de 2016, tout comme le raid de l'armée de l'air indienne ordonné par le gouvernement Modi en février a influencé celle de 2019<sup>23</sup>. Ce raid vise Balakot, dans la province pakistanaise de Khyber Pakhtunkhwa<sup>24</sup>, deux semaines après l'une des plus violentes attaques terroristes de l'histoire indienne. Un jeune Cachemiri habitant la région et affilié au groupe terroriste pakistanais Jaish-e-Mohammed, dirigé par Masood Azhar, avait foncé dans un convoi de véhicules transportant des forces paramilitaires indiennes dans la ville de Pulwama dans le Jammu-et-Cachemire avec une voiture chargée d'explosifs<sup>25</sup>. Cette attaque effroyable tua quarante soldats<sup>26</sup>. L'Inde avait exprimé immédiatement sa colère et promis des représailles ; l'attaque de Pulwama et la réplique aérienne indienne nourrissant la rhétorique politique du Premier ministre au beau milieu d'une campagne électorale houleuse visant à sa réélection. Des rumeurs non vérifiées circulant sur les réseaux sociaux avançaient un bilan de trois cents terroristes tués par les frappes indiennes, alors même que le gouvernement indien ne s'est jamais exprimé officiellement sur ce sujet et que le Pakistan continue de démentir ce chiffre, expliquant que l'attaque indienne n'a guère touché qu'une aire boisée de la région.

---

22. « Narendra Modi to Pakistan : Uri Attack and our 18 martyrs won't be forgotten », *News18*, 24 septembre 2016 ; « Uri Attack : a look at what PM Narendra Modi has said since the Terror Strike », *The Indian Express*, 25 septembre 2016.

23. « Pulwama terror attack : Twitter calls for surgical strike 2.0 », *India Today*, 14 février 2019.

24. Harish Pullanoor, « Indian fighter jets carry out “pre-emptive” strike at a terrorist camp inside Pakistan », *Quartz India*, 26 février 2019 ; Manjeet Singh Negi, « Exclusive : Balakot air-strike mission was codenamed Operation Bandar », *India Today*, 21 juin 2019.

25. Masood Azhar est le fondateur du groupe terroriste pakistanais Jaish-e-Mohammed et il est inscrit sur la liste internationale des terroristes tenue par le Conseil de sécurité des Nations unies. Il a été arrêté par les forces armées indiennes à Khanabal, dans le Cachemire, mais remis en liberté en décembre 1999, pendant son jugement, en échange des passagers du vol Indian Airlines IC 814 pris en otage par des terroristes. Les talibans afghans, soutiens d'Azhar et de JeM, ont maintenu l'avion sur le tarmac de l'aéroport de Kandahar. Finalement, Azhar, Omar Shaikh (responsable de la mort du journaliste américain Daniel Pearl à Karachi en 2002) et Mushtaq Zargar ont été escortés par le ministre indien des Affaires étrangères et le parlementaire BJP Jaswant Singh. Depuis sa libération, les partisans d'Azhar ont mené plusieurs attaques terroristes de premier plan en Inde, notamment à Pulwama en février 2019.

26. Hakeem Irfan Rashid, « 44 dead in J&K's deadliest attack, convoy had 78 buses with 2500 Jawans », *The Economic Times*, 15 février 2019 ; Mudasar Ahmad, « J&K : at least 49 CRPF Jawans killed in deadliest militant strike on security forces », *The Wire*, 15 février 2019 ; Um Roommana, « What the Pulwama Attack means for Kashmiris », *The Diplomat*, 26 février 2019.

Quel qu'en soit le bilan, ces événements nourrissent la polarisation religieuse en amont d'élections générales cruciales. Ils permettent d'identifier un ennemi – un Pakistan islamique et ses sympathisants (musulmans) dans le Cachemire – et de proposer un gouvernement nationaliste fort et déterminé à riposter sans attendre. Le contrecoup de l'attaque de Pulwama est immédiat et terrifiant pour les Cachemiris vivant dans d'autres régions indiennes<sup>27</sup>. Les plateformes de réseaux sociaux travaillent sans relâche pour retirer un nombre important de messages emplis de haine, de menaces, et de contenus souvent violents et abusifs. Les sites Internet de vérification des faits (*fact checking*) identifient plusieurs messages qui diffusent, souvent délibérément, de la mésinformation<sup>28</sup>. Un cadre supérieur travaillant chez Facebook exprime publiquement son inquiétude face à l'ampleur de la circulation de ces contenus haineux<sup>29</sup>. La rhétorique politique populiste nourrit et attise un sentiment de persécution de la majorité, qu'elle oppose à la protection des droits des minorités. Dans cet esprit, en août 2019, dix mois après la dissolution de l'assemblée par le gouvernement Modi, et alors que la région est dirigée par un gouverneur, le Premier ministre décide de suspendre le statut spécial accordé au Jammu-et-Cachemire par l'article 370 de la Constitution indienne<sup>30</sup>. La décision est favorablement reçue par une large partie de la classe politique et du public indien. Et, une fois encore, ceux qui critiquent la méthode utilisée – décision prise du jour au lendemain, sans débat parlementaire préalable, sans concertation

27. Zulfikar Majid, «After attacks, Kashmiri students continue to come home», *Deccan Herald*, 19 février 2019; «Kashmiris living in India facing threats, evictions», *DAWN*, 20 février 2019; «Pulwama attack aftermath: two Dehradun colleges say won't admit Kashmiri students», *The Financial Express*, 18 février 2019; Muzaffar Raina, «After Pulwama, panic dash by Kashmiris outside home State», *Telegraph India*, 21 février 2019.

28. Archis Chowdhury, «From old videos to doctored photos, a barrage of fake news floods social media after Pulwama attack», *Scroll.in*, 18 février 2019; Aria Thaker, «“Never seen anything like this”, says Facebook India's fake news buster after Pulwama Attack», *Quartz India*, 21 février 2019.

29. Trushar Barot, message Twitter, 19 février 2019, 8h 12.

30. L'article 370, qui accorde un statut spécial au Jammu-et-Cachemire, a permis l'accès de l'État princier à l'Union indienne après l'Indépendance en 1947. Selon cet article, qui entra en application en 1949, l'État conserve son drapeau et son propre système juridique, dont une législation très stricte sur la propriété privée et le droit à l'héritage pour un étranger vivant sur place ou pour les femmes qui se marient en dehors de la région. Toujours selon l'article 370, la législation indienne est limitée aux finances, à la défense, aux communications et aux affaires étrangères. Au fil du temps, avec la montée des velléités indépendantistes cachemiris et le début d'une insurrection violente visant l'Inde, les dispositions de l'article 370 ont été largement affaiblies. Finalement, la décision de révoquer le statut spécial (sans abroger l'article lui-même car il lie l'État à l'Union indienne) a été prise le 5 août 2019 par le gouvernement Modi et avec le soutien de sa majorité au Parlement indien.

avec les autorités cachemiris, sans considération des conséquences sur la vie des civils du blocage temporaire des télécommunications qui s'ensuivrait – sont immédiatement qualifiés d'« antinationaux » et désignés par le terme « Autres ». L'étiquetage de ceux qui posent des questions dérangeantes est un élément clé d'une politique populiste. Le philosophe Jan-Werner Müller explique ainsi que les chefs populistes ne sont pas seulement antiélitistes mais fondamentalement antipluralistes, persuadés qu'eux seuls représentent le peuple et la nation. De ce fait, ils attaquent la légitimité de toute forme d'opposition politique, idéologique, culturelle et utilisent toute victoire électorale comme preuve du soutien qu'ils revendiquent [Müller, 2016].

Cette manière de structurer des soutiens s'appuie également sur la « peur des petits nombres » décrite par l'anthropologue culturel Arjun Appadurai dans un livre publié en 2006, cinq ans après les attaques du 11 Septembre aux États-Unis et alors que l'islamophobie commence à se généraliser à travers le monde. Selon Appadurai, des identités prédatrices se structurent au sein de groupes souvent majoritaires et qui se perçoivent comme menacés ; ils demandent « la disparition des autres catégories sociales voisines ». Dans un contexte où au moins deux groupes d'individus ont une longue histoire d'interactions, « une certaine tendance à se mélanger et à se stéréotyper, [ces] identités sont presque toujours majoritaires : un groupe objectivement bien plus large au sein de frontières nationales et qui cherche à réduire l'écart entre groupe majoritaire et pureté de la nation dans son ensemble » [Appadurai, 2006]. Dans le cas de l'Inde, on retrouve cette identité dans le nationalisme hindou, base politique et idéologique fondamentale du BJP. La division religieuse, enracinée dans l'histoire et la mémoire de la Partition<sup>31</sup>, a été contenue en Inde par une Constitution séculaire qui accorde les mêmes droits à tous les citoyens par-delà les différences de caste, religion ou genre<sup>32</sup>. Cette Constitution protège également les groupes minoritaires des discriminations et garantit une pratique religieuse libre<sup>33</sup>. Depuis l'indépendance, la classe politique tente presque toujours de créer un électorat hétérogène et divers en construisant des coalitions électorales incluant des minorités issues de plusieurs groupes religieux, castes et classes sociales. Les fermiers sans terres, les travailleurs migrants, les populations tribales et les musulmans (la minorité indienne la plus nombreuse) se retrouvaient jusqu'à présent dans cette quête presque impossible d'une cause commune avec l'espoir que le gouvernement fédéral les récompenserait pour leur soutien politique. L'année 2014 marque un tournant dans cette stratégie avec une

31. La Partition de l'Inde, en 1947. Elle a conduit à la création du Pakistan, un État-nation construit ouvertement pour y rassembler la population musulmane du sous-continent.

32. Articles 14, 15 et 16 de la Constitution indienne de 1950.

33. Articles 15(4), 15(5) et 25 de la Constitution indienne de 1950.

majorité nouvelle, consolidée en 2019. Celle-ci insiste sur le rôle primordial de la culture hindoue et sur le besoin de la conforter en créant une culture homogène marginalisant des minorités démonisées [Chakravorty, 2019]. Dans le parler des médias indiens, le *whataboutery* implique une vision révisionniste et revivaliste de l'histoire indienne, un culturalisme triomphant porté par la montée globale de l'islamophobie. Cette stratégie critique le bilan historique de l'Inde, notamment l'ère moghole (musulmane), et dénigre les combattants de la liberté et les anciens premiers ministres. Finalement, à travers cette volonté de dénigrer le passé, de nier les migrations et l'évolution des civilisations dans le sous-continent, le BJP représente régulièrement les chefs de la droite hindoue comme de véritables héros – les vrais combattants de la liberté –, un panthéon mené, aujourd'hui et pour la postérité, par Narendra Modi.

Cette identité hindouiste prédatrice et majoritaire ne laisse aucune place à ceux qui veulent protéger les minorités, proposent de discuter avec le Pakistan pour éviter un conflit, ou qui appellent le gouvernement national à assurer la protection des libertés civiles et des droits fondamentaux pour tous les habitants de l'Inde. Par ailleurs, une armée officieuse de partisans du gouvernement inonde les plateformes – telles que Facebook, Twitter ou YouTube – de commentaires et d'insultes toujours plus originales visant tous ceux qui questionnent le BJP. Ces insultes sont tout aussi omniprésentes que l'expression « frappes chirurgicales » pour décrire les décisions sur les réseaux et frappant les critiques du parti ou du gouvernement, on relève également « naxalites des villes<sup>34</sup> », « presstitutes<sup>35</sup> », « pseudo-séculaire », « anti-hindou<sup>36</sup> », ou encore « antinational<sup>37</sup> ». Les opposants ciblés sont très souvent encouragés à « aller faire un tour au Pakistan<sup>38</sup> ».

Porté par le Premier ministre Narendra Modi, l'hindouisme politique (*Hindutva*) capture le pouvoir politique au niveau national, laissant souvent l'opposition sans autre choix que de se réfugier dans des tropes religieux et des

34. Shaurya Karanbir Gurung, « Urban Naxals : how the term came about », *The Economic Times*, 30 août 2018 ; Rakhi Bose, « The names of dissent : yesterday's "Anti-National" is today's "Urban Naxal" », *News18*, 24 juillet 2019.

35. Vijay Kumar Singh (@Gen\_VKSingh), message Twitter, 7 avril 2015, 20 h 57.

36. G. Sampath, « Who is an Anti-National ? », *The Hindu*, 18 octobre 2016 ; « Rahul is Anti-National, should go to Pakistan : BJP », *The Hindu BusinessLine*, 19 janvier 2018.

37. Meenakshi Ganguly, « Dissent is "Anti-National" in Modi's India – No matter where it comes from », *Scroll.in*, 13 décembre 2019.

38. « Send "Anti-National" Rahul Gandhi to Pakistan : Punjab BJP », *Hindustan Times*, 19 février 2016. Pour les insultes et grossièretés islamophobes, voir « Facebook India : towards the tipping point of violence caste and religious hate speech », Equality Labs, États-Unis.

démonstrations rituelles pour prouver sa bonne foi hindoue, un hindouisme mou en quelque sorte. Ainsi, on ne peut nier que l'image de Modi est façonnée et vendue aux électeurs par les réseaux sociaux et de solides compétences en relations publiques. Omniprésent, le Premier ministre utilise la radio, ses comptes sur les plateformes, ses fameux selfies et l'application NaMo – aujourd'hui préinstallée sur certains téléphones – pour « communiquer directement » avec son électorat avant les élections générales de mai 2019. Il cible notamment un nombre record de primo-votants indiens grâce à des clips de rap sur la chaîne YouTube du BJP expliquant pourquoi il mérite un second mandat, grâce à des hashtags populaires tels que #modihaitomumkinhai (« tout est possible avec Modi »), ou par le titre de *Chowkidar* (« Veilleur ») du pays, adjoint à son pseudo Twitter. Ce dernier est d'ailleurs largement repris par des membres du parti et ses partisans qui utilisent le hashtag #maibhichowkidar (« je suis un veilleur également »). En tout, les comptes du BJP et de Narendra Modi sont suivis par 140 millions d'abonnés, contre 23 millions d'abonnés pour le Parti du congrès et son chef Rahul Gandhi<sup>39</sup>. Toutefois, reprenant la rhétorique anticorruption du BJP, cette opposition se concentre sur la corruption prétendument nourrie par le contrat d'achat de Rafale à la France, tout en construisant sa propre présence sur les réseaux sociaux pour contrer le BJP. En réponse au *Chowkidar* de Modi<sup>40</sup>, le hashtag #Chowkidarchorhai (« le Veilleur est un voleur ») réussit à se placer parmi les tendances en ligne<sup>41</sup>. Cette campagne numérique de l'opposition, souvent décrite comme de mauvais goût<sup>42</sup>, n'a pas eu le succès escompté<sup>43</sup>. Elle prouve cependant que dans un pays où la population présente sur les réseaux sociaux a augmenté de 108 % entre 2014 et 2019, l'utilisation des plateformes est devenue indispensable en période électorale pour tous les élus et leurs organisations politiques.

39. Ronojoy Sen, « From Chaiwala to Chowkidar: Modi's election campaigns online and offline », *Economic and Political Weekly*, 27 décembre 2019 ; Saumya Tewari, « How smart, viral content helped BJP Trump congress on social media », *LiveMint*, 4 juin 2019.

40. Annexe 6.

41. Annexes 7 et 8.

42. Nikhil Rampal, « BJP wins Chowkidar game on Twitter with over 1.5 million Tweets », *India Today*, 19 mars 2019.

43. Si #ChowkidarChorHai n'a été mentionné que 166 000 fois (1.66 *lakh* en unités indiennes), les détournements de « Chowkidar » en #MainBhiChowkidaar et #ChowkidarPhirSe ont reçu 1 500 000 et 300 000 mentions (15 *lakh* et 3 *lakh* respectivement) sur Twitter. À la fin de la campagne, 2 000 000 personnes avaient imité Modi en ajoutant le préfixe « Chowkidar » à leur pseudo, rendant celui-ci bien plus populaire sur les réseaux sociaux. Ronojoy Sen, « From Chaiwala to Chowkidar: Modi's election campaigns online and offline », *loc. cit.*

## Le support, le message, et les retombées

La décision d'utiliser les réseaux sociaux est si évidente pour le Premier ministre Narendra Modi et ses collègues qu'aujourd'hui, face aux réactions contre la législation amendée sur la citoyenneté et le projet de Registre national des citoyens qui prennent le gouvernement par surprise, ils lancent une nouvelle campagne sur les réseaux pour contrer ces critiques et générer un soutien populaire. Des « banques de tweets<sup>44</sup> » accolées au hashtag #IndiaSupportsCAA inondent l'Internet durant les derniers jours de 2019, suite à un message posté sur NaMo par le Premier ministre demandant personnellement à ses partisans de « jeter un coup d'œil à ce hashtag », et ainsi parer aux propos et vidéos de manifestants devenus viraux<sup>45</sup>. Par ailleurs, plusieurs figures religieuses hindoues aux compétences numériques reconnues sont mises en avant par le gouvernement pour renforcer sa position sur les plateformes<sup>46</sup>. Malgré tous ces efforts, les hashtags #IndiaAgainstCAA et #IndiaDoesNotSupportCAA reprennent rapidement le dessus, aidés par des contre-campagnes menées par des étudiants, la société civile, et certains élus de l'opposition.

Hormis la très large victoire électorale du BJP, l'année 2019 peut être vue comme une série de désenchantements vis-à-vis du gouvernement Modi. Les indicateurs économiques indiens sont mauvais : chômage en hausse, production industrielle en baisse, augmentation de l'inflation sur les produits de consommation, chute de la roupie etc., alors même que le gouvernement se refuse à admettre la déconvenue économique. Cela contribue au désenchantement général. Le gouvernement a reçu un soutien réel lors de la révocation du statut spécial du Cachemire, mais les coupures régulières de l'Internet indien et la détention continue de chefs politiques (dont trois anciens ministres en chef) sont de moins en moins bien acceptées par la population<sup>47</sup>. La presse indépendante nationale et internationale couvre régulièrement les incidents communautaires violents dont

---

44. *Ibid.*

45. #CAA\_NRCProtest, #IndiaDoesNotSupportCAA, #IndiaSupportsCAA

46. Mangal Yadav, « Video : CAA और NRC के समर्थन में बाबा रामदेव, 'राष्ट्र की संपत्ति को नुकसान पहुंचाना देश से गद्दारी' » *दैनिक जागरण, Dainik Jagran*, 27 décembre 2019, en ligne ; « Too little compassion, coming too late : spiritual leader Sadhguru Jaggi Vasudev supports CAA », *Times Now News*, 30 décembre 2019.

47. « Bhupinder Singh Hooda backs Centre's Article 370 Move, says Congress has "Lost Its Way" », *The Times of India*, 18 août 2019 ; « Andhra Pradesh parties YSRCP, TDP support Centre's Move to Scrap Article 370 », *The Hans India*, 5 août 2019 ; « Article 370 : Jyotiraditya Scindia, Deepender Hooda, Janardan Dwivedi go against Congress stand », *The Hindu*, 6 août 2019.

sont victimes les minorités religieuses<sup>48</sup>. La position des médias internationaux tend à se retourner rapidement et fortement contre le gouvernement Modi, même ceux qui avaient auparavant une approche plutôt positive<sup>49</sup>. Le gouvernement essaie cependant de ménager ses relations publiques, sur la question du Cachemire notamment, en envoyant le ministre des Affaires étrangères en tournée internationale pour rallier des soutiens et en marquant du sceau de la sécurité nationale les détentions prolongées et la coupure de l'Internet la plus longue jamais enregistrée<sup>50</sup> – sans convaincre pour autant. Le Congrès américain a organisé deux auditions sur le Cachemire et deux résolutions (au moins) font leur chemin, l'une pour alléger les restrictions existantes, l'autre proposant une médiation américaine au conflit cachemiri<sup>51</sup>. Si elles sont largement le fait de l'opposition démocrate, les discussions en cours à Washington sont sans précédent et irritent la diplomatie indienne. De plus, certains hauts fonctionnaires américains relaient leurs inquiétudes quant à l'exclusion des musulmans de la nouvelle législation sur la citoyenneté.

## Conclusion

À la fin de l'année 2019, nous pouvons dire que la stratégie du BJP de susciter des sentiments nationalistes et religieux forts en amont de chaque élection semble atteindre ses limites. De nombreux spécialistes pensent que la large victoire de 2019 a rendu le BJP trop confiant<sup>52</sup>. S'il a été reconduit par les électeurs indiens, c'est probablement et principalement pour s'acquitter de sa promesse de développement et de progrès. Il est possible cependant que le parti ait lu cette victoire comme un soutien à une politique nationaliste hindoue majoritaire. La population

---

48. Sameer Yasir et Jeffrey Gettleman, «As militants kill in Kashmir, people are afraid to go to work», *The New York Times*, 15 octobre 2019; Atul Loke et Jeffrey Gettleman, «In Kashmir, growing anger and misery», *The New York Times*, 30 octobre 2019; Joanna Slater, Niha Masih et Shams Irfan, «The night the soldiers came: allegations of abuse surface in Kashmir», *The Washington Post*, 1<sup>er</sup> octobre 2019.

49. Gideon Rachman, «India's Narendra Modi has had a free pass from the West for too long», *Financial Times*, 11 novembre 2019; Ian Bremmer, «Modi was India's best hope for economic reform. That changed», *Time*, 20 décembre 2019.

50. Depuis le 5 août 2019, l'accès à l'Internet des Cachemiris est drastiquement limité. Après un shutdown total, certaines connexions ont été progressivement rétablies, et il existe désormais une «liste blanche», particulièrement restrictive, des sites autorisés.

51. Kashish Parpiani et Niranjana Jose, «Understanding the resolutions on Kashmir in the US Congress», *ORF*, 18 décembre 2019.

52. M. K. Venu, «Modi-Shah politics may be facing the Law of diminishing returns», *The Wire*, 24 décembre 2019.



de deux États s'est rendue aux urnes après la révocation du statut spécial du Cachemire et dans les deux cas le BJP, pourtant victorieux, n'a pas été capable de former un gouvernement. Lors d'une autre élection, peu de temps après l'adoption de l'AAC, le BJP a subi une défaite cuisante. Le gouvernement qu'il conduit dans l'Assam (directement touché par le RNC) est très critiqué par la population à cause de la nouvelle législation sur la citoyenneté. Ici, c'est bien une guerre de clocher ethnique qui explique la volonté de maintenir les étrangers et les migrants illégaux à l'écart, et non un conflit identitaire religieux. Comme cet État a connu des flux importants de réfugiés et migrants bangladais dans les années 1970, les divisions ethniques sont plus importantes que les divisions religieuses. Par ailleurs, plusieurs alliés importants du BJP sont ouvertement inquiets des problèmes inhérents au comptage de citoyens ayant peu ou pas de justificatifs officiels. Dans les États où le BJP n'est pas au pouvoir, les gouvernements régionaux s'opposent publiquement à Modi et menacent de ne pas superviser le comptage. Ainsi, le hashtag #GoBackModi réapparaît dans les tendances Twitter à chaque visite du Premier ministre dans l'État de Tamil Nadu. Si le BJP a rapidement balayé ce hashtag d'un revers de main durant la campagne de 2019, il a été bien plus difficile à ignorer en octobre 2019, lors d'une rencontre de premier plan entre le Premier ministre Modi et le Premier ministre chinois Xi Jinping qui s'est tenue à Tamil<sup>53</sup>. Le BJP a très vite réagi en accusant des *bots* (comptes automatisés) pakistanais d'en être à l'origine et d'inonder les réseaux sociaux avec ce hashtag<sup>54</sup>. Cette réaction montre que le sujet numérique n'est pas limité à la politique intérieure et qu'il s'inscrit également dans des conflits frontaliers, qui commencent à se servir de cette propagande sur les réseaux sociaux comme d'un levier d'influence.

Alors que les manifestations contre l'AAC et le projet de RNC s'étendent à tout le pays, le public s'alarme de la main lourde du gouvernement, notamment dans les États gouvernés par le BJP. Des vidéos très partagées sur les réseaux sociaux montrent des policiers en uniforme pillant des habitations, détruisant des effets personnels et usant d'insultes communautaristes contre les musulmans du plus grand État indien, l'Uttar Pradesh. Le Ministre en chef de cet État, le communautariste Ajay Singh Bhisht, sans retenue et souvent appelé Yogi Adityanath, ferme les yeux sur les violences policières – voire les soutient dans certains cas<sup>55</sup>. D'autres élus et fonctionnaires ont des propos provocants, accusant notamment

53. « Hours before Narendra Modi-Xi Jinping “informal” summit in Mamallapuram, #GoBackModi trends on Twitter », *Firstpost*, 11 octobre 2019.

54. Ananya Bhattacharya, « Pakistani users and bots had a hand in trending #GoBackModi on Twitter », *Quartz India*, 16 octobre 2019.

55. « Yogi Adityanath rebuffs accusations of police abuses; defends “strict” action to quell protests », *Business Today*, 29 décembre 2019.

l'opposition de soutenir des « infiltrés » en s'opposant à l'AAC. Alors que des manifestations débutaient dans deux des plus importantes universités musulmanes de l'Inde mi-décembre 2019, Modi créa aussi une polémique en alléguant lors d'un rassemblement dans l'État oriental de Jharkhand que les manifestants pouvaient être « identifiés par leurs vêtements<sup>56</sup> », autre exemple de cette politique « du sifflet à chien ».

Cette mauvaise presse à l'intérieur et à l'extérieur de l'Inde est un anathème pour un homme qui a si précisément construit son image publique ; l'image d'un homme ordinaire d'origines humbles obnubilé par le progrès et le développement de son pays et de ses compatriotes, et dont le service public est la seule raison d'être. Au contraire, six mois après le début de son second mandat, son gouvernement est vu comme ouvertement sectaire et peine à rallier des soutiens à l'intérieur et à l'extérieur. En effet, quelle que soit la force du message, les relations publiques dépendent toujours de la qualité du produit et peuvent échouer face à des contradictions fondamentales, ici la volonté de maintenir une image séculière dans le monde tout en poursuivant une politique majoritaire hindoue dans le pays.

Alors que la pression monte, la machine communicationnelle du BJP va nécessairement s'adapter. L'espace relativement gratuit et démocratique offert par les réseaux sociaux, la possibilité d'automatiser le message pour l'amplifier, d'utiliser des algorithmes pour cibler précisément des utilisateurs et accélérer le partage de l'information sont autant d'outils efficaces de propagande. Que le contenu soit de l'information réelle, imaginée ou de la mésinformation destinée à tromper, le numérique est devenu une force mobilisatrice tout aussi importante que les rassemblements politiques. De ce fait, il devient indispensable pour le public de vérifier toute information, au moment où les chefs politiques utilisent les réseaux sociaux pour communiquer directement avec lui sans passer par une presse généraliste qui s'est progressivement montrée plus critique. Des émotions courantes telles l'injustice, la frustration et la peur – qu'elles soient perçues ou réelles – sont des munitions pour les populistes s'accrochant au pouvoir et des armes puissantes dans l'arsenal d'un politicien. En Inde, le gouvernement du Premier ministre Modi peut toujours profiter de quatre années supplémentaires au pouvoir. Alors que l'opinion globale bascule et que des résistances émergent au niveau fédéral, on peut s'attendre à voir le parti au pouvoir tout faire pour montrer sa puissance sur les plateformes et supprimer les voix critiques en cherchant à influencer l'opinion publique. Alors même que l'opposition travaille à stimuler sa communication sur

---

56. « Those creating violence can be identified by their clothes itself : PM Modi », *YouTube*, 15 décembre 2019 ; Santosh K. Kiro, « Look at their clothes : Modi plays communal card on CAA, targets Muslim protestors », *The Wire*, 16 décembre 2019.

HÉRODOTE

les réseaux sociaux, le parti Bharatiya Janata au pouvoir, aussi appelé « Parti du public indien », peut très aisément continuer à utiliser la technologie pour brider les dissidents en coupant les communications et en propageant sa propre vision politique lors de chaque cycle électoral fédéral, et ce jusqu'à la remise en jeu du mandat de Narendra Modi en 2024.

### **Bibliographie**

Amendement à la Loi sur la citoyenneté (2019), accessible en ligne.

APPADURAI A. (2006), *The Fear of Small Numbers*, Durham, Duke University Press.

CENTER FOR THE STUDY OF DEVELOPING SOCIETIES (2019), « Social media and political behaviour », accessible en ligne.

CHAKRAVORTY S. (2019), *The Truth About Us : The Politics of Information from Manu to Modi*, Delhi, Hachette India.

Constitution de l'Inde (1950).

MÜLLER J.-W. (2016), *What Is Populism ?*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.